



COMMUNIQUÉ CGT



France
médias
monde

Motion de défiance à France 24 : malgré une mobilisation massive, des demandes encore incomprises

À l'approche de l'Assemblée Générale, ce vendredi à 15h, nous souhaitons rappeler l'ampleur de la mobilisation actuelle. Elle reflète un besoin réel mais les demandes ne sont toujours pas entendues. Les dysfonctionnements nuisent à la santé des personnes autant qu'à la qualité de nos antennes. Ils nécessitent une prise en compte et des changements.

Ce qui a été exprimé va plus loin que les annonces. Le vote traduit une profonde défiance envers des méthodes managériales dépassées et destructrices. Il est plus que temps que ces choses changent à France 24.

Le manque de visibilité sur la conduite des carrières, l'absence d'évolution face à des parcours fulgurants découragent les salariés et sont sources de souffrances, en particulier pour les journalistes rémunérés à la pige, dont certains sont des quasi-permanents depuis des années. Nous demandons de l'équité et de la justice dans nos rédactions.

Nous exigeons une réflexion sur la gestion des parcours individuels et des promotions pour permettre aux salariés d'avoir des perspectives, pour permettre à chacun de se former, de bénéficier d'une évaluation objectivée et bienveillante. Nous en avons assez de l'éventail de brimades, des abandons, du double discours rassurant mais ne débouchant pas sur une évolution, des promotions à la tête du client. Les salariés méritent d'avoir des retours éditoriaux pour progresser et le droit de ne pas être assigné à une fonction sans aucune perspective. Nous exigeons la fin du fait du prince et du copinage.

Il est plus que temps que des mesures d'urgence soient prises pour alléger l'enfer des salariés du Planning et de celles et ceux qui en subissent les défaillances. Mais s'arrêter à la seule question des remplacements ne répondra pas au problème de fond exprimé par les salariés. Ne pas remplacer les absents ne résoudra pas la gestion de l'antenne et de qui compensera pour la remplir. S'attaquer à la prise de vacances des salariés permanents, désignés parmi les responsables de la pression sur les journalistes rémunérés à la pige, n'est pas juste.

Des problèmes de fond éditoriaux existent. L'absence ou le sous-dimensionnement des services forcent celles et ceux qui les composent à des charges de travail délirantes, tout en favorisant la perte de notre savoir-faire, de nos compétences, ainsi que la fuite de nos experts maison. Nous demandons des services spécialisés qui permettent à l'expertise de se développer. Nous réclamons que les compétences soient identifiées, reconnues, valorisées et nourries. Nous exigeons que les qualifications soient prises en compte. Il existe des salariés à qui l'on n'a pas parlé de leur travail depuis des années. Nous ne pouvons plus accepter la perte de sens ou l'isolement.

Nous demandons des moyens à la hauteur des impératifs éditoriaux. Ils existent, mais ne sont pas déployés équitablement. Il n'est pas normal de demander du travail gratuit, pas

même pour pitcher. Nous ne pouvons plus accepter que la direction exige des salariés qu'ils lisent des centaines de mails par jour non travaillé et que dans ce flux incessant se trouve un workflow indispensable, une formation à suivre ou une annonce cruciale de la direction de l'information, alors que le temps des vacances est à peine suffisant pour faire le travail urgent.

Nous ne pouvons plus accepter que des salariés soient obligés de recourir à des abonnements sur leurs deniers personnels pour couvrir leur champ éditorial.

De même, les salariés ont fourni et fournissent encore de nombreux efforts, ils méritent que leur rémunération et leurs primes soient revalorisées.

Le droit du travail doit être respecté. Personne ne devrait subir de pression pour faire des remplacements sauvages au mépris de leur santé et de leur vie privée. Personne ne devrait être contraint à des extensions de vacances non payées. Des pauses doivent être aménagées, ne serait-ce que pour manger ou répondre à des besoins humains basiques. Nous ne pouvons cautionner l'injonction à toujours en faire plus sur le temps personnel des salariés. Nous ne pouvons plus accepter de voir des personnels en souffrance. Nous demandons des moyens pour les spéciales, pour les correspondances, pour les prestations techniques, pour la qualité de vie au travail, pour le matériel, pour les missions.

Nous ne pouvons accepter que les correspondants soient traités comme des relations commerciales, avec des droits sociaux a minima, une disponibilité totale, des revenus inégaux, une dépendance de tâcheron et une fragilité mortifère, alors même que les tribunaux ont condamné FMM à ce sujet à de multiples reprises.

Il est inadmissible que des personnels qui assurent la diffusion en régie de nos antennes et dont certains sont là depuis la création de la chaîne, soient encore des prestataires, traités comme des pions ou des variables d'ajustement budgétaire et qui n'ont jamais leur mot à dire.

La prochaine Assemblée Générale, prévue ce vendredi à 15h, permettra à chacun de s'exprimer librement. Vous trouverez en pièce jointe le communiqué des salariés organisateurs de la motion de défiance au sujet de la suite à donner à ce mouvement.

La CGT restera aux côtés des salariés comme elle l'a fait dès le début du mouvement.